

Nouvelles réductions de crédits pour la santé, ça suffit !

Le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle baisse des crédits pour la santé et l'assurance maladie pour 2015 et 2016 ! La progression de l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie qui définit les budgets alloués aux hôpitaux) en 2016 ne sera que de 1,75% au lieu des 2% votés initialement ! Pour 2015 il ne sera que 2,05% au lieu de 2,1%.

FO dénonce ce renforcement des mesures d'austérité déjà inacceptables en l'état.

Cette décision intervient dans le contexte d'accroissement de la réduction des dépenses publiques imposées par l'Union Européenne. Le plan de 54 milliards de baisses des dépenses publiques ne suffisant pas, Bruxelles exige de nouvelles réductions : 4 milliards en 2015 et 5 milliards en 2016.

Les économies prévues pour 2015 viendront pour 1,2 milliards d'euros de l'Etat et ses opérateurs, **1 milliard de la santé et la protection sociale**, 1,2 milliards du poids de la dette.

Ces mesures d'austérité s'ajoutent au plan de réduction de 3 milliards d'euros annoncé par la Ministre de la santé en février dernier qui débouche sur 22 000 suppressions d'emplois dans les hôpitaux.

Ces nouvelles mesures sont bien la marque d'une politique d'austérité et non de rigueur comme certains se plaisent à dire. FO les condamne expressément. Ces dispositifs enfonçant davantage les établissements dans les difficultés budgétaires, associées aux dispositions prévues dans le projet de loi « de modernisation de la santé » (déclinaison juridique de ces mesures comptables), supprimeront encore plus d'emplois, de moyens dégradant davantage le service public, la qualité des soins, les conditions de travail et d'exercice professionnel.

Ces mesures sont dirigées contre les hôpitaux et ses personnels qui subissent déjà les effets dévastateurs des plans de retour à l'équilibre.

FO demande instamment au gouvernement d'arrêter les dégâts en mettant un terme à cette politique de baisse des dépenses publiques.

Aussi, FO réclame l'abandon du plan d'économies de 3 milliards, du projet de loi de santé, et le maintien de tous les postes. Au-delà FO revendique le retrait du pacte de responsabilité et du plan de réduction des dépenses publiques.

FO reste dans la continuité de la grève interprofessionnelle et des manifestations du 9 avril : l'austérité ça suffit, place au social !

Paris, le 16 avril 2015